

Capitalisme fossile

PR : Les éditions Utopia ont fait paraître en mai dernier votre livre « Capitalisme fossile, de la farce des COP à l'ingénierie du climat ». Votre analyse de la situation globale et de la crise climatique en particulier semble tout rapporter au capitalisme fossile. Comme beaucoup de monde vous pensez qu'il n'y a rien à attendre des États et des Conférences des parties sur le climat, mais vous allez d'emblée jusqu'à dire que les COP ne sont que « farces, leurres et impostures ». Même le GIEC en prend pour son grade... Pouvez-vous nous résumer le cheminement de votre raisonnement ?

JMS : Cette question est tranchée comme un nœud gordien dans le deuxième chapitre du livre : « Quand cessera la farce des COP ? ». Lorsque l'on fait l'historique des conférences internationales sur l'environnement, on constate que le même schéma se répète : les grandes promesses philanthropiques des conférences font face à une situation qui se dégrade inexorablement. Ce tableau est exposé dans le premier chapitre -« Repères de malfaiteurs menteurs »- où l'on rappelle que les institutions internationales fonctionnent comme des moulins à prières pour consoler les victimes de la mondialisation et leur promettre des jours meilleurs qui, bien sûr, n'arrivent jamais. On retrouve ainsi le schéma saisi par K. Marx de « la religion opium du peuple » ; un monde de souffrance en croissance perpétuelle ne peut pas être sans l'organisation ritualisée des discours consolateurs pour les victimes de plus en plus nombreuses. La dernière invention en date fut celle du « développement durable ». Lorsque les pays dits « en développement » avaient écopé d'une dette souveraine colossale en plus des dévastations environnementales dudit « développement économique » de la période précédente, il fallut changer la rhétorique des Sommet de la Terre pour permettre au capitalisme de continuer comme avant. Derrière le vocabulaire de « l'aide au développement », la réalité est bien sûr tout autre et pire que ce que l'on peut imaginer. En définitive, les « Nations unies » ne sont que les États coalisés autour de l'économie de pillage par le capitalisme à l'ère de la puissance de feu des énergies fossiles.

De l'introduction et jusqu'à l'épilogue, le leitmotiv du livre est de regarder « *le monde comme il va* ». La vérité du monde n'est autre que l'économie de pillage exacerbée par la puissance de feu des énergies fossiles et les États ne sont que les structures hiérarchiques géo-localisées de ce capitalisme mondialisé avec « *l'arme du pétrole* ». Si l'on part du spectacle que nous donne le monde, on est d'emblée frappé par l'aggravation inexorable de la situation environnementale alors qu'il existe une connaissance exacte du désastre et que les causes de ce désastre sont parfaitement identifiées depuis les années 1960. Comment expliquer ce contraste, comment comprendre l'impuissance de la communauté internationale face à l'accumulation de menaces parfaitement bien comprises depuis leur origine ? A regarder le Monde comme il va, le constat est sans appel : les États censés être responsables font, au quotidien, exactement le contraire de leurs belles promesses dans les conférences internationales : COP et autres Sommets de la Terre sur le développement durable et autres thèmes qui semblent préoccuper au plus haut point la communauté internationale. On a affaire à de vastes mises en scène qui, depuis le premier Sommet de la Terre [1972] et même depuis la Déclaration universelle des droits de l'Homme [1948], annoncent toujours avec force et solennité un monde meilleur qui bien sûr n'arrive jamais tandis que sur une Terre mise à sac, on voit se multiplier les migrants, les camps de réfugiés et les bidonvilles. Dans ces conférences événementielles, les élites s'efforcent de couvrir avec de belles paroles et des promesses une économie de pillage de plus en plus féroce et criminelle. Il en va ainsi des COP sur le climat comme

de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : des grands-messes pendant que les puissances militaro-industrielles du Nord peuplent les pays du Sud de toutes sortes de régimes totalitaires aux couleurs locales : junte militaires, monarchies ubuesques et autocrates sanguinaires pour que s'accomplisse l'économie de pillage organisée sur le plan scientifique et technique par le capitalisme des transnationales. A l'instar des États-Unis en Amérique Latine et en Asie, la France, « Patrie des droits de l'Homme », a elle aussi installé et armé sa « belle brochette de Pinochet » en Afrique occidentale et équatoriale selon le mot d'un indépendantiste camerounais. Tel est « le monde comme il va » depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avec, d'un côté, la brutale irrationalité des régimes totalitaires au service de la rationalité technique et scientifique des transnationales de l'autre côté. Le système est verrouillé et sécurisé, les révoltes du « Printemps arabe » n'ont rien pu faire pour améliorer la situation. Il n'y a eu qu'un changement de personnel des dictatures entretenues et armées par les puissances occidentales. Le contraste est donc saisissant. Il suffit de se remémorer les grandes déclarations solennelles des années d'après-guerre ; un monde plein de promesses s'annonçait avec les progrès scientifiques et techniques mis en pratique dans le développement économique ; mais, cinquante ans plus tard, c'est un monde profondément dévasté et plein de menaces que constatent les scientifiques unanimes... sauf Claude Allègre bien sûr, notre figure vedette du climato-scepticisme et d'un scientisme négationniste de la crise environnementale. Durant ces cinquante ans, le « développement économique » a pourtant bien eu lieu et les progrès scientifiques et techniques ont été véritablement vertigineux. Mais depuis la fin du 20^e siècle le constat est affligeant, le désastre évident est devenu une donnée scientifique mesurée et chiffrée. Quel que soit le secteur étudié -énergie, agriculture, pêche, foresterie, produits manufacturés, transport, construction- le contraste est caricatural. Le développement économique a bien eu lieu mais il a multiplié les migrants et les paysans sans terre et rempli les bidonvilles et camps de réfugiés. Comment l'expliquer ? Comment l'expliquer quand le constat du désastre est unanime ? La version officielle des Sommets de la Terre est que le « Développement » n'a pas été assez « durable ». Mais alors comment comprendre, après ce diagnostic, cette perpétuelle incapacité à résoudre des problèmes parfaitement identifiés quant à leur origine. Contrairement aux explications communes - « difficulté, échec des négociations »- on part du constat politique de la structure hiérarchisée et unifiée du capitalisme mondialisé : les États ne se sentent nullement concernés par la problématique environnementale ou climatique car telle n'est pas leur raison d'être. Dans les grands-messes internationales, ils excellent dans les registres démagogiques de la philanthropie et désormais du greenwashing.

PR : Pouvez-vous nous donner un exemple suffisamment parlant du « contraste saisissant » dont vous parlez ?

JMS : Rien de plus simple. On peut prendre l'exemple le plus emblématique du Capitalisme fossile, celui de l'énergie, survenu comme par hasard à un moment charnière de la soi-disant prise en considération de la crise climatique. On a eu de manière concomitante en 2005-2006 d'un côté l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, et de l'autre côté l'annonce par les agences étasuniennes de l'énergie de l'eldorado de la roche-mère comme nouvelle source gigantesque d'hydrocarbures « pétrole et gaz de schiste ». Que firent les États européens partie prenantes des COP, engagés et censés être exemplaires pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ? Ils déroulèrent le tapis rouge aux compagnies pétrolières et les territoires européens se couvrirent instantanément de zones de concession de prospection et d'exploitation... On connaît bien l'exemple français où la résistance des populations a pu arrêter à temps la catastrophe annoncée de la fracturation hydraulique. On

connaît aussi l'exemple polonais où la brutalité répressive de l'État a permis aux compagnies pétrolières de mener leurs forages d'exploration jusqu'à ce qu'elles découvrent que l'eldorado salvateur annoncé à grand tapage n'existait pas dans ce pays. En temps réel, durant la fin de la décennie 2000, on découvre les conséquences environnementales et climatiques catastrophiques de la fracturation hydraulique et en même temps l'aveuglement des États européens qui persistent dans leur service servile de répression au profit des compagnies pétrolières.

États-Unis mis à part, aujourd'hui encore, on peut aussi constater l'obsession de l'État canadien qui est de permettre aux compagnies pétrolières d'exploiter au maximum les hydrocarbures non conventionnels de l'Alberta et d'accroître encore leur disponibilité sur la côte pacifique par la construction de l'oléoduc Trans Mountain X. Un chantier de plus de mille kilomètres de canalisations avec tous les risques parfaitement connus de tout le monde, on est en plein dans une géo-ingénierie jusqu'aboutiste du pétrole quel qu'en soit le coût écologique. L'État met à la disposition des compagnies pétrolières le territoire national, ses « forces de l'ordre », assure une validation économique et sociale de ce projet désastreux et va même jusqu'à organiser le greenwashing du crime environnemental. Voilà à quoi servent les États dans la structure hiérarchisée du Capitalisme fossile. Tout le second chapitre [du livre] -« Quand cessera la farce des COP ? »- fait ce constat et illustre le contraste saisissant. En Europe, on a le cas caricatural de la pétromonarchie norvégienne ; côté scène, l'État est irréprochable et soigne son greenwashing national dans les conférences sur le climat mais, côté coulisses, il soutient aveuglément sa compagnie pétrolière nationale Statoil dans tous les projets de prospection pétrolière circumpolaire. Constatons encore que pour le greenwashing, Statoil fait des efforts, en mai 2018 le « pétrole d'État » est devenu Equinor.

On peut dire que, durant les 25 ans de COP, les pétroliers n'ont jamais autant exploré, foré et surtout dépensé de milliards pour faire jaillir du pétrole... avec, bien sûr, la complicité active des États. La survie du capitalisme fossile implique l'écocide, les autorités étatiques nationales le savent parfaitement ; elles couvrent le crime, organisent le greenwashing et si nécessaire assurent le service de répression, les juges déboutent les plaignants. Pendant que les États semblent incapables de s'entendre, les majors du pétrole, toutes origines confondues, forment une communauté transnationale solidaire exemplaire capable d'associer avec une efficacité spectaculaire des moyens techniques et financiers afin de mettre en chantier des forages de l'impossible à très haut risque comme le fameux gisement en mer Caspienne au Kazakhstan... Et, surprise fossile pour napper l'épais gâteau énergétique, en plus des prospections pétrolières tous azimuts il faut aussi constater le retour en force du charbon dans le bouquet énergétique de ce siècle. Pendant ce temps les États amusent la galerie, assurent la communication événementielle sur la lutte contre le réchauffement climatique. Plus la communauté internationale communique sur les risques du réchauffement climatique, plus les émissions de gaz à effet de serre battent des records. Plus le charbon assure son retour en force, plus on communique sur le « charbon propre » avec les technologies de CSC captage stockage de CO₂. De qui se moque-t-on ? Il faut trancher la question rejeter l'hypothèse de l'échec des négociations et dénoncer l'imposture. De toute évidence, pour les États, l'heure n'est toujours pas à la lutte contre le réchauffement climatique, le statu quo qui règle leur raison d'être reste le Capitalisme fossile. En définitive, il n'y a aucun mystère à cela car tout est produit pétrolier, y compris les institutions politiques locales, nationales et internationales, y compris les palabres mises en scène sur le dérèglement climatique. Même les technologies vertes, même les dites « énergies renouvelables » et même les propositions scientifiques de géo-ingénierie du climat comme celle de

Paul Crutzen avec ses sulfateuses stratosphériques pour accroître l'albédo planétaire afin de limiter l'élévation de la température moyenne de la Terre. Le chapitre 6 du livre -« climatiser le désastre ou le combattre »- se charge de dénoncer l'absurdité foncière de la géo-ingénierie en révélant sa logique technique tout entière au service du capitalisme fossile.

PR : Vous consacrez deux chapitres à « l'esprit du capitalisme » dans lesquels vous cherchez à montrer ou du moins tenter d'illustrer le capitalisme comme l'organisation scientifique du crime organisé. Pouvez-vous nous résumer l'esprit de votre réquisitoire ?

JMS : On peut dire qu'avec le dérèglement climatique, le capitalisme fossile est pris la main dans le sac, il y a crime manifeste et les écologistes utilisent désormais le néologisme de « climaticide » pour désigner les choix politiques désastreux des États comme la France... On peut dire que le dérèglement climatique se pose comme la clef de voûte de deux siècles de mise à sac de la Planète avec l'utilisation massive des énergies fossiles. Ce crime, c'est l'esprit du capitalisme. Après avoir constaté l'incapacité factice des États à agir, après avoir fait le choix de considérer les COP comme de nouvelles impostures, il faut expliquer pourquoi et rechercher l'éminence grise à l'origine de ce statu quo mortifère. Bref, il faut décrire l'esprit du capitalisme à l'œuvre depuis ses origines. Comme on l'a dit, le 20^e siècle s'annonçait comme un siècle de grandes promesses avec les progrès de la science des connaissances rationnelles du monde et des techniques mais, il a été, du début à la fin, le temps des génocides et ethnocides impliquant directement ou indirectement les grandes puissances industrielles. Puis très vite on s'aperçut qu'il était aussi celui des écocides et face à l'accélération de la destruction des conditions de vie sur Terre, le vocabulaire pour désigner le caractère mortifère de la civilisation industrielle a évolué : on s'est mis à dénoncer les politiques climaticides, les subventions « océanocides » à la pêche industrielle, l'agriculture de « destruction massive » sans oublier l'effroyable effondrement de la biodiversité avec les pesticides. Ainsi tout ce que les sciences produisaient se transformait en arme économique de destruction massive. Si les néologismes se multiplient pour signaler des crimes gigantesques à l'échelle de la planète, il faut chercher le coupable qui, en l'occurrence, est à la fois celui qui les commet et empêche que le massacre cesse.

Les premiers philosophes à se pencher sur ce paradoxe -promesse libératrice de la science et meurtre de masse dans l'histoire- durent trancher dans le vif et adopter une posture de rupture par rapport au ronronnement universitaire. Dans le feu mortifère de la Seconde Guerre mondiale les protagonistes de l'École de Francfort argumentèrent l'hypothèse d'une Raison par nature totalitaire : « la rationalité des lumières est avant tout une rationalité de la domination »... La raison souveraine sans cesse triomphante sur les mystères de la nature pouvait tout aussi facilement produire le pire... C'est la dialectique de la Raison. Et c'est bien ce qui s'est passé en accéléré sur le modèle de l'American way, la mondialisation du modèle étasunien avec « l'arme du pétrole »... Avec le développement scientifique et technique, il est aujourd'hui plus facile de construire des millions de voitures et des bombes atomiques que de fournir un minimum d'eau potable et une miche de pain à quelque 800 millions d'humains supplémentaires. Encore un paradoxe saisissant. La couleur sanguinaire de la rationalité technique industrielle fut d'emblée annoncée au 20^e siècle avec la boucherie de la Grande Guerre... Si dans l'historiographie officielle on accepte le mot « boucherie » c'est parce que l'on ne veut pas trop questionner les ressorts parfaitement rationnels, économiques scientifiques et techniques de cette guerre.

Günther Anders, un recalé de l'École de Francfort, est plus précis dans son analyse de l'esprit du capitalisme à l'époque de la seconde révolution scientifique et technique. Il énonce un « second axiome de l'ontologie de l'économie » qui saisit de manière laconique la pulsion de mort du capitalisme sous forme d'un impératif : « Exploite tout ! » « Tout doit être exploitable » et, de manière négative, « ce qui n'est pas exploitable ne mérite pas d'être ». Ces deux prises de conscience prémonitoires du caractère foncièrement mortifère de notre temps hautement technologique datent des années de guerre. Aujourd'hui on a en temps réel le spectacle terrifiant de crime de guerre confinant au génocide au Yémen. Sous les tapis de bombe du tyran islamiste d'Arabie saoudite ciblant la population civile, le pays s'enfonce dans une catastrophe sanitaire tout aussi mortifère que la guerre. L'État français valide les fournitures d'armes de son industrie militaire et assure forcément la maintenance de ce matériel sophistiqué - canon Caesar, chars Leclerc, Mirage 2000- il est donc au premier chef impliqué dans ces massacres de populations civiles. Comment comprendre la rationalité froide de ce crime reconnu en droit international : la vente d'arme à un tyran en vue d'un crime contre l'humanité ? L'esprit du capitalisme, second axiome de l'ontologie de l'économie : « Exploite tout ! »

Aujourd'hui, l'analyse de la criminalité du capitalisme n'a plus besoin de remonter à l'Aufklärung, elle peut se contenter d'être factuelle, le matériel ne manque pas. Il se trouve qu'au cours de la décennie 2000 une littérature abondante venant de tous les horizons s'est mise à dénoncer le capitalisme explicitement dans son potentiel mortifère et délibérément criminel. Dans ce registre, le mot capitalisme est presque devenu un euphémisme et il a fallu inventer ou construire d'autres termes ou associations plus suggestives : capitalisme du désastre, hypercapitalisme, capitalisme criminel, killerkapitalismus.

Des journalistes et des historiens dans deux véritables encyclopédies ont révélé au grand public les secrets de fabrication du capitalisme français et du rayonnement de la France.

Un journaliste écologiste –Hervé Kempf- a écrit un livre qui eut un grand succès « Comment les riches détruisent la planète ». Ainsi l'on sait que la criminalité du capitalisme n'a pas cessé avec son péché originel « d'accumulation primitive du capital » décrite par Karl Marx. On peut dire qu'elle n'a jamais cessé de s'intensifier puisqu'elle est devenue évidente pour beaucoup de monde. S'il est devenu inutile de lire Kant et de s'instruire sur l'Aufklärung, la lecture du Capital de Marx s'impose encore pour comprendre.

Ainsi face à l'inefficacité des États ou plutôt à leur complicité active avec leur choix politique climaticide, il faut s'intéresser au capitalisme fossile et à son esprit. Rien de plus simple aujourd'hui, avec la littérature disponible, en faisant des allers-retours dans le temps et dans l'espace, dans l'histoire et dans l'actualité on a tenté en une douzaine de tableaux d'illustrer la criminalité foncière de l'esprit du capitalisme. Une précision s'impose, contrairement à certains points de vue qui, avec leurs choix terminologiques, peuvent faire croire qu'il s'agit d'une criminalité par excès, dérives, dérégulation ou encore démission des États, il faut insister sur le fait qu'on a bel et bien affaire à une criminalité foncière comme exprimé dans le second axiome de l'ontologie de l'économie : « Exploite tout ! »

Le lecteur découvrira entre autres : la logique froide du capitalisme du désastre, les fées qui œuvrèrent à l'ascension irrésistible de l'enfant prodige du totalitarisme en Allemagne. Les raisons telluriques à l'institution du régime de l'apartheid en Afrique australe. La haute estime des

Américains pour les Orientaux. Sans oublier notre compagnie Total comme un poisson dans l'eau avec les juntes militaires les plus sanguinaires...

PR : Votre livre comporte en effet de nombreuses informations et repères historiques et politiques sur les étapes du développement du capitalisme fossile avec un chapitre intitulé « folies fossile des sixties », décennie que vous définissez à plusieurs titres comme une période charnière dans l'histoire de la mondialisation... Il y a aussi une critique de la géo-ingénierie du climat où l'on apprend qu'il s'agit non pas d'un Plan B des scientifiques mais bien du Plan A des États-Unis arrêté dès les années 1990 et resservi par les savants en 2006... Mais pour finir je voudrais que vous nous disiez un mot (pas trop long) sur ce que vous appelez « géo-ingénierie ethnique d'élimination des premiers habitants ».

JMS : Lorsque l'on écoute les scientifiques et les climatologues on peut finir par croire que la catastrophe se situe encore dans l'avenir, loin dans la seconde moitié de ce siècle « *si l'on ne fait rien* ». En fait le regard lucide du « Monde comme il va » nous fait dire que la catastrophe a commencé à prendre une ampleur à l'échelle de la Planète avec le début du capitalisme ; les premières victimes ont été les peuples autochtones. L'expansionnisme européen a véritablement mis la Terre à feu et à sang. Mais dans l'historiographie occidentale officielle, les populations indigènes malmenées et instrumentalisées comme esclaves restèrent longtemps confinées dans la catégorie générale imprécise de « sauvages »... qu'il fallait ramener d'une manière ou d'une autre dans la grande voie de la civilisation.

Le terme de géo-ingénierie est arrivé dans le vocabulaire courant des experts avec les techniques de fait pharaoniques voire diaboliques de modification artificielle du climat. Mais à bien y regarder, on peut décrire toute l'histoire du capitalisme comme une géo-ingénierie d'arrondissement des territoires et des populations pour les mettre au service de l'accumulation du capital dont la première étape fut bien celle de l'élimination physique des premiers habitants. Jusqu'au début du 20^e siècle, dans les vastes zones géographiques mal explorées par le capitalisme, de nombreux peuples autochtones subsistaient aux premiers stades des cultures techniques : paléolithique, néolithique, premier âge de la métallurgie... Avec l'avancée du capitalisme et la destruction de leurs écosystèmes, ces peuples désormais méconnaissables remplissent les bidonvilles...

Ignorant tout de l'histoire du capitalisme, les scientifiques et les experts internationaux du climat produisent des chiffres et nous annoncent pour ce siècle des vagues énormes de migrants et de réfugiés climatiques. Mais les hordes d'expropriés, de vagabonds, c'est toute l'histoire du capitalisme. Il a depuis longtemps peuplé la Terre de paysans sans terre, d'habitants de bidonville et multiplié les camps de réfugiés et les migrants. La ruée sur les terres arables au Sud pour la production massive de biocarburant jette tous les jours sur les routes des millions de dépossédés de leur lieu de vie. Dans ce registre, l'histoire des États-Unis est un cas princeps, une véritable géo-ingénierie d'arrondissement des territoires dont la première phase fut le génocide planifié par étape des Indiens qui étaient de trop sur leurs terres en regard des spéculations foncières qui commencèrent très tôt. Puis, la mise en chantier des chemins de fer a elle aussi participé à la géo-ingénierie ethnique d'élimination des premiers habitants. En Angleterre, ce fut le mouvement des enclosures qui a assuré l'épuration ethnique des communautés paysannes. En France, l'élimination physique définitive, le sacrifice, des paysans a été mené au pas de charge avec « *l'arme du pétrole* » durant des Trente Glorieuse et a été concomitant de l'aménagement industriel et autoroutier du

territoire. Toute l'histoire du capitalisme est pour les peuples une histoire de chasse à l'homme, d'expropriations violentes et de migrants. Comme le dit Eduardo Galeano : « Le développement est un voyage qui comporte plus de naufragés que de navigateurs (1971) » (mis en exergue du livre).